

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/008030]

23 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi, par un organisme de crédit social, d'une aide financière permettant à certains demandeurs à revenus précaires d'être éligibles au crédit social pour la rénovation énergétique de leur logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Habitation durable, les articles 14, § 4, 7°, et 175.2, §§ 2 et 5 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et les Guichets du crédit social, modifié pour la dernière fois en date du 23 février 2024 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 portant approbation du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en fonds B2 par le Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie, modifié la dernière fois le 23 février 2024.

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 janvier 2024 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 février 2024 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social du 26 mars 2024 ;

Vu l'avis du Conseil d'administration du Fonds wallon du Logement des familles nombreuses de Wallonie du 25 mars 2024 ;

Vu l'avis du pôle « Energie » du 25 mars 2024 ;

Vu l'avis du pôle « Logement » du 25 mars 2024

Vu la demande d'avis au Conseil d'État dans un délai de 30 jours, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que la demande d'avis a été inscrite le 26 avril 2024 au rôle de la section de législation du Conseil d'État sous le numéro 76.281/4 ;

Vu la décision de la section de législation du 30 avril 2024 de ne pas donner d'avis dans le délai demandé, en application de l'article 84, § 5, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition du Ministre de l'Énergie et du Ministre du Logement ;

Après délibération,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Définitions

Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° **réno-pack** : le réno-pack tel que défini à l'article 1^{er}, 12°, du règlement général du 16 mai 2019 définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social et à l'article 1^{er}, 12°, du règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en fonds B2 accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie ;

2° **organisme de crédit social** : la Société wallonne du Crédit social et le Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie ;

3° **règlement général d'octroi des crédits** : le règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits par la Société wallonne du crédit social et des guichets du crédit social ou le règlement général définissant les principes généraux d'octroi des crédits en fonds B2 accordés par le Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, approuvés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 mai 2019 ;

4° **aide passoires énergétiques** : aide financière visant à rendre le demandeur éligible à l'octroi d'un réno-pack ;

5° **revenu net** : revenu mensuel disponible après déduction de toutes charges mensuelles de dettes en ce compris les mensualités du réno-pack demandé ;

6° **demandeur** : toute personne physique, âgée de dix-huit ans au moins ou mineur émancipé, inscrite ou en voie de l'être, au registre de la population ou au registre des étrangers avec autorisation de séjour d'une durée illimitée, qui est maître d'ouvrage des travaux visés à l'article 4, § 1^{er} ;

7° **niveau de certification PEB** : Niveau indiqué dans le certificat PEB d'unité résidentielle établi conformément aux articles 31 et suivants de l'arrêté du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments ;

8° **passoire énergétique** : logement dont le niveau de certification PEB correspond à la catégorie G ;

9° **RGPD** : le Règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE ;

10° **entité locale** : entité ayant signé une convention de partenariat avec l'organisme de crédit social dans le but d'aider les demandeurs à constituer leur dossier de demande de prêt à tempérament et d'accompagner ceux-ci.

Art. 2. Objet

Sans préjudice des dispositions définies par le règlement général d'octroi des crédits, le présent arrêté a pour objet l'octroi d'une aide passoires énergétiques visant à soutenir la rénovation des logements passoires énergétiques dont sont propriétaires des ménages à faibles revenus.

Moyennant le respect des conditions prévues dans le présent arrêté et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, l'organisme de crédit social octroie aux demandeurs une aide passoires énergétiques visant à les rendre éligibles au rénopack.

Art. 3. Conditions relatives au demandeur

§ 1^{er}. Le demandeur est titulaire d'un droit réel sur le logement et occupe effectivement le logement, objet des travaux à financer.

§ 2. Le demandeur dispose de revenus qui entrent dans la catégorie de revenus C1 ou C2 au sens de l'article 5, § 1^{er}, du règlement général d'octroi des crédits de l'organisme de crédit social auprès duquel la demande de rénopacks est introduite.

§ 3. Le demandeur remplit toutes les conditions pour prétendre à un rénopack à l'exception d'un niveau de revenu suffisant correspondant au minimum aux montants de l'article 5, § 2.

Art. 4. Conditions relatives au logement et aux travaux

§ 1^{er}. Le demandeur souhaite réaliser des travaux ayant pour objet :

1° soit, une rénovation globale de son logement permettant d'atteindre un niveau de certification PEB B, voire C en cas de contraintes techniques validées par l'organisme de crédit social ;

2° soit, une isolation de la toiture éventuellement complétée par la rénovation de celle-ci lorsque la rénovation globale de son logement qui lui a été proposée par l'organisme de crédit social, le guichet du crédit social ou l'entité locale n'a pas reçu son accord.

§ 2. Pour les travaux visés au paragraphe 1^{er}, 1°, l'habitation du demandeur dispose d'un niveau de certification PEB de catégorie G.

Pour les travaux, visés au paragraphe 1^{er}, 2°, l'habitation du demandeur dispose d'un niveau de certification PEB de catégorie G et le toit est dépourvu d'isolant conforme aux exigences techniques telles que définies dans les textes en vigueur.

§ 3. Pour les travaux, visés au paragraphe 1^{er}, 1°, le logement fait l'objet d'un audit préalable tel que visé à l'article 6, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.

Art. 5. Montant de l'aide passoires énergétiques

§ 1^{er}. Le montant de l'aide passoires énergétiques est fixé par l'organisme de crédit social et ne peut excéder 25.000 euros.

§ 2. Le montant de l'aide passoires énergétiques est fixé de telle sorte que le demandeur dispose mensuellement d'un revenu net minimum de 1000 euros s'il est isolé et de minimum 1200 euros s'il constitue un ménage de plusieurs personnes. Ces montants sont indexés conformément aux modalités d'indexation prévues à l'article 203 du Code wallon de l'Habitation durable.

§ 3. Le montant cumulé de l'aide passoires énergétiques et des primes octroyées ne pourra pas dépasser 90 pour cent du coût des travaux entrepris dans le cadre de la demande de prêt.

Art. 6. Libération de l'aide passoires énergétiques

L'Organisme de crédit social porte au crédit du demandeur le montant de l'aide qui lui est accordée.

Art. 7. Procédure

§ 1^{er}. Lors de l'introduction de la demande du rénopack, l'organisme de crédit social, le guichet de crédit social ou l'entité locale propose l'aide passoires énergétiques si le demandeur remplit toutes les conditions prévues dans le présent arrêté.

§ 2. L'organisme de crédit social requiert des demandeurs tous les documents nécessaires à l'instruction des demandes d'aide passoires énergétiques.

§ 3. Dans le respect du RGPD, l'organisme de crédit social récolte l'ensemble des données et informations nécessaires lui permettant d'apprécier si le demandeur est éligible à l'aide financière.

§ 4. En cas d'octroi de l'aide passoire énergétique dans le cadre de sa demande de rénopack, le demandeur reçoit un accompagnement social adapté durant la durée de son rénopack.

Art. 8. Restitution des aides octroyées

L'aide octroyée en vertu du présent arrêté est restituée par le demandeur à l'organisme de crédit social s'il ne remplit plus l'une des conditions prévues à l'article 3, § 1^{er}, 2°, de l'arrêté du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement.

Art. 9. Le CEDH et l'IWEPS sont chargés de réaliser une évaluation du dispositif en décembre 2024 et décembre 2026.

Art. 10. Modification de l'arrêté du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement afin de permettre que l'aide passoire énergétique puisse être combinée à une prime.

L'article 4, § 3, de l'arrêté du 4 avril 2019 instaurant un régime de primes pour la réalisation d'un audit et des investissements économiseurs d'énergie et de rénovation d'un logement est complété par les mots suivants : " , à l'exception de l'aide passoires énergétiques prévue par l'arrêté du 23 mai 2024 relatif à l'octroi par la Société wallonne du Crédit social et du Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie d'une aide financière permettant à certains demandeurs à revenus précaires d'être éligibles au crédit social pour la rénovation énergétique de leur logement ».

Art. 11. Entrée en vigueur et fin de vigueur

Le présent d'arrêté entre en vigueur le 23 mai 2024 et cesse d'être en vigueur le 31 juillet 2027.

Namur, le 23 mai 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/008030]

23 MEI 2024. — Besluit van de Waalse regering betreffende de toekenning, door een sociale kredietinstelling, van financiële steun waardoor bepaalde aanvragers met een onzeker inkomen in aanmerking kunnen komen voor een sociaal krediet voor de energierenovatie van hun woning

De Waalse Regering,

Gelet op de Waalse Code voor Duurzaam Wonen, artikelen 14, § 4, 7°, en 175.2, §§ 2 en 5;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 houdende goedkeuring van het algemeen reglement tot vaststelling van de algemene principes voor het toekennen van kredieten door de Société wallonne du Crédit social en de Guichets du crédit social, laatstelijk gewijzigd op 23 februari 2024;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019 houdende goedkeuring van het algemeen reglement tot vaststelling van de algemene principes voor de toekenning van B2-fondskredieten door het Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie, laatstelijk gewijzigd op 23 februari 2024.

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een systeem van premies voor het uitvoeren van een audit en energiebesparende en renovatie-investeringen in een woning.

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 12 januari 2024;

Gelet op het akkoord van de minister van Begroting, gegeven op 23 februari 2024;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van de Société wallonne du Crédit social van 26 maart 2024;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van het Fonds wallon du Logement des familles nombreuses de Wallonie van 25 maart 2024;

Gelet op het advies van de afdeling "Energie" van 25 maart 2024;

Gelet op het advies van de afdeling "Huisvesting" van 25 maart 2024;

Gelet op het verzoek om advies van de Raad van State binnen een termijn van 30 dagen, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat het verzoek om advies op 26 april 2024 is ingeschreven in het register van de afdeling Wetgeving van de Raad van State onder nummer 76.281/4;

Gelet op de beslissing van de afdeling Wetgeving van 30 april 2024 om geen advies uit te brengen binnen de gevraagde termijn, overeenkomstig artikel 84, § 5, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op voorstel van de minister van Energie en de minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluiten :

Artikel 1. Definities

Voor de toepassing van dit besluit wordt bedoeld met:

1° *rénopack*: het *rénopack* zoals gedefinieerd in artikel 1, 12°, van het algemeen reglement van 16 mei 2019 tot vaststelling van de algemene principes voor het toekennen van kredieten door de Société wallonne du Crédit social et des Guichets du crédit social en in artikel 1, 12°, van het algemeen reglement tot vaststelling van de algemene principes voor het toekennen van B2-fondskredieten door het Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie;

2° *sociale kredietinstelling*: de Société wallonne du Crédit social en het Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie ;

3° *algemeen reglement voor het toekennen van kredieten*: het algemeen reglement tot vaststelling van de algemene principes voor het toekennen van kredieten door de Société wallonne du crédit social et des guichets du crédit social of het algemeen reglement tot vaststelling van de algemene principes voor het toekennen van B2-fondskredieten toegekend door het Fonds du Logement des Familles nombreuses de Wallonie, goedgekeurd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 mei 2019;

4° *steun bij energieverblindende woningen*: financiële steun om de aanvrager in aanmerking te laten komen voor een *rénopack*;

5° *netto-inkomen*: maandelijks besteedbaar inkomen na aftrek van alle maandelijks schuldenlasten, met inbegrip van de maandelijks aflossingen van het aangevraagde *rénopack*;

6° *aanvrager*: elke natuurlijke persoon, ten minste achttien jaar oud of een geëmancipeerde minderjarige, ingeschreven of in staat van inschrijving, in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister met een verblijfsvergunning voor onbepaalde duur, die de hoofdaannemer is voor de werken bedoeld in artikel 4, § 1;

7° *EPB-certificeringsniveau*: niveau vermeld in het EPB-certificaat voor wooneenheden opgesteld in overeenstemming met de artikelen 31 en volgende van het besluit van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

8° energievervlindende woning: woning waarvan het EPB-certificeringsniveau overeenkomt met categorie G;

9° AVG: Europese Verordening 2016/679 van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG;

10° lokale entiteit: een entiteit die een partnerschapsovereenkomst heeft gesloten met de sociale kredietinstelling met als doel de aanvragers te helpen bij het samenstellen van hun aanvraagdossier voor een krediet op afbetaling en hen te begeleiden.

Art. 2. Onderwerp

Onverminderd de bepalingen van het algemeen reglement voor de toekenning van kredieten, heeft dit decreet tot doel steun te verlenen om de renovatie te ondersteunen van energievervlindende woningen die eigendom zijn van gezinnen met een laag inkomen.

Op voorwaarde dat aan de voorwaarden van dit besluit wordt voldaan en binnen de grenzen van de beschikbare begrotingskredieten, verleent de sociale kredietinstelling steun aan de aanvragers om hen in aanmerking te laten komen voor het rénopack.

Art. 3. Voorwaarden met betrekking tot de aanvrager

§ 1. De aanvrager heeft een reëel recht op de woning en bewoont de te financieren woning daadwerkelijk.

§ 2. Het inkomen van de aanvrager valt onder inkomenscategorie C1 of C2 in de zin van artikel 5, § 1, van het algemeen reglement voor de toekenning van kredieten van de sociale kredietinstelling waarbij de aanvraag voor het rénopack wordt ingediend.

§ 3. De aanvrager voldoet aan alle voorwaarden om recht te hebben op een rénopack, met uitzondering van een voldoende inkomensniveau dat ten minste overeenstemt met de bedragen in artikel 5, § 2.

Art. 4. Voorwaarden met betrekking tot de woning en de werken

§ 1. De aanvrager wil werken uitvoeren met als doel:

1° ofwel een uitgebreide renovatie van de woning om een EPB B-certificaat te behalen, of zelfs C in het geval van technische beperkingen die gevalideerd zijn door de sociale kredietinstelling;

2° ofwel de isolatie van het dak, eventueel aangevuld met een dakrenovatie, wanneer de globale renovatie van de woning voorgesteld door de sociale kredietinstelling, het Guichet du crédit social of de lokale entiteit niet werd goedgekeurd.

§ 2. Voor de werken bedoeld in paragraaf 1, 1°, moet de woning van de aanvrager een EPB-certificaat van categorie G hebben.

Voor de werken bedoeld in paragraaf 1, 2°, heeft de woning van de aanvrager een EPB-certificatieniveau van categorie G en heeft het dak geen isolatie die voldoet aan de technische eisen zoals bepaald in de geldende teksten.

§ 3. Voor de werken bedoeld in paragraaf 1, 1°, is de woning onderworpen aan een voorafgaande audit zoals bedoeld in artikel 6, § 1, van het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019 tot invoering van een systeem van premies voor het uitvoeren van een audit en energiebesparende en renovatie-investeringen in een woning.

Art. 5. Bedrag van de steun bij energievervlindende woningen

§ 1. Het bedrag van de steun bij energievervlindende woningen wordt bepaald door de sociale kredietinstelling en mag niet hoger zijn dan € 25.000.

§ 2. Het bedrag van de steun bij energievervlindende woningen is zo vastgesteld dat aanvragers een netto maandinkomen hebben van ten minste € 1.000 als ze alleenstaand zijn en ten minste € 1.200 als ze deel uitmaken van een meerpersoonshuishouden. Deze bedragen worden geïndexeerd in overeenstemming met de indexeringsprocedures beschreven in artikel 203 van de Waalse Code voor Duurzaam Wonen.

§ 3. Het gecombineerde bedrag van de steun bij energievervlindende woningen en premies mag niet meer bedragen dan 90 procent van de kosten van de werken die zijn uitgevoerd als onderdeel van de kredietaanvraag.

Art. 6. Vrijgave van de steun bij energievervlindende woningen

De sociale kredietinstelling crediteert de aanvrager met het toegekende bedrag.

Art. 7. Procedure

§ 1. Wanneer de aanvraag voor het rénopack wordt ingediend, zal de sociale kredietinstelling, het Guichet de crédit social of de lokale entiteit de steun bij energievervlindende woningen aanbieden als de aanvrager voldoet aan alle voorwaarden die in dit besluit zijn bepaald.

§ 2. De sociale kredietinstelling eist van aanvragers dat ze alle documenten voorleggen die nodig zijn om aanvragen voor de steun bij energievervlindende woningen te verwerken.

§ 3. In overeenstemming met de AVG verzamelt de sociale kredietinstelling alle gegevens en informatie die ze nodig heeft om te beoordelen of de aanvrager in aanmerking komt voor financiële steun.

§ 4. Als de steun bij energievervlindende woningen wordt toegekend als onderdeel van de aanvraag voor het rénopack, zal de aanvrager gepaste sociale steun krijgen voor de duur van het rénopack.

Art. 8. Terugbetaling van toegekende steun

De krachtens dit besluit toegekende steun wordt door de aanvrager terugbetaald aan de sociale kredietinstelling als hij niet meer voldoet aan een van de voorwaarden bepaald in artikel 3, § 1, 2°, van het besluit van 4 april 2019 tot invoering van een systeem van premies voor het uitvoeren van een audit en energiebesparende en renovatie-investeringen in een woning.

Art. 9. Het EHRM en het IWEPS zijn verantwoordelijk voor het uitvoeren van een evaluatie van het systeem in december 2024 en december 2026.

Art. 10. Wijziging van het besluit van 4 april 2019 tot invoering van een systeem van premies voor het uitvoeren van een audit en energiebesparende en renovatie-investeringen in een woning zodat de steun bij energievervlindende woningen kan worden gecombineerd met een premie.

Aan artikel 4, § 3, van het besluit van 4 april 2019 tot invoering van een systeem van premies voor het uitvoeren van een audit en energiebesparende en renovatie-investeringen in een woning zijn de volgende woorden toegevoegd: “met uitzondering van de steun voor energieverblindende woningen voorzien in het besluit van 23 mei 2024 betreffende de toekenning door de Société wallonne du Crédit social en het Fonds du logement des familles nombreuses de Wallonie van financiële steun waardoor bepaalde aanvragers met een onzeker inkomen in aanmerking kunnen komen voor een sociaal krediet voor de energierenovatie van hun woning.”

Art. 11. Inwerkingtreding en beëindiging

Dit besluit treedt in werking op 23 mei 2024 en vervalt op 31 juli 2027.

Namen, 23 mei 2024.

Voor de Regering :

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,

Ph. HENRY

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,

Ch. COLLIGNON

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2024/006849]

16 MEI 2024. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik. — Erratum

Het verkeerd gepubliceerde document betreft het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 mei 2024 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik.

De drukproef had als referentie 2024005611- 5575. Dit besluit werd in het *Belgisch Staatsblad* gepubliceerd op 21 juni 2024, tweede editie, bladzijden 78023 tot en met 78027.

Het besluit dient in zijn geheel vervangen te worden door de tekst die als bijlage bij dit document wordt gevoegd.

16 MEI 2024. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 39 van de Grondwet;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid de artikelen 6, § 1, I, 1°, en 20°;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, gewijzigd door de ordonnantie van 30 november 2017 tot hervorming van het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening en van de ordonnantie van 5 juni 1997 betreffende de milieuvergunningen en tot wijziging van aanverwante wetgevingen (hierna BWRO genoemd), inzonderheid artikel 98, § 1, 5°;

Gelet op richtlijn 2006/123/EG van het Europees Parlement en de Raad van 12 december 2006 betreffende diensten op de interne markt en inzonderheid de artikelen 9, 10, 13 tot 15 en de overwegingen 9, 40, 56 en 66;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 12 december 2002 betreffende de aan een stedenbouwkundige vergunning onderworpen wijzigingen van gebruik;

Gelet op het advies van de Economische en Sociale Raad (Brupartners) van 16 maart 2023;

Gelet op het advies van de Gewestelijke Ontwikkelingscommissie van 23 maart 2023;

Gelet op het advies van de Horeca Federatie van de Brusselse hotels, restaurants, cafés, traiteurs en gelijkgestelde ondernemingen (FED. Ho.Re.Ca Brussel) van 2 april 2023;

Gelet op het advies van Brulocalis van 3 april 2023;

Gelet op het advies van Brussels Agentschap voor Bedrijfsondersteuning (Hub.brussels) van 6 april 2023;

Gelet op het evaluatieverslag betreffende de gelijke kansen, “gelijke kansenstest” genoemd, zoals vereist door artikel 2, § 1, van de ordonnantie van 4 oktober 2018 tot invoering van de gelijkkansentest en door artikel 1, § 1, van het besluit van 22 november 2018 tot uitvoering van deze ordonnantie, waarvan de Brusselse Hoofdstedelijke Regering kennis heeft genomen op 2 mei 2024;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2024/006849]

16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme. — Erratum

Le document erronément publié concerne l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mai 2024 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme.

L'épreuve avait comme référence 2024005611- 5575. Cet arrêté a été publié au *Moniteur belge* en date du 21 juin 2024, seconde édition, pages 78023 à 78027 inclus.

L'arrêté doit être remplacé dans sa totalité par le texte qui a été joint en annexe à ce document.

16 MAI 2024. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 39 de la Constitution ;

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment les articles 6, § 1^{er}, I, 1°, et 20 ;

Vu le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire modifié par l'ordonnance du 30 novembre 2017 réformant le Code bruxellois de l'Aménagement du Territoire et l'ordonnance du 5 juin 1997 relative aux permis d'environnement et modifiant certaines législations connexes (ci-après, le CoBAT), notamment l'article 98, § 1^{er}, 5° ;

Considérant la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur, notamment les articles 9, 10, 13 à 15 et les considérants 9, 40, 56 et 66 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 12 décembre 2002 relatif aux changements d'utilisation soumis à permis d'urbanisme ;

Vu l'avis du Conseil économique et social (Brupartners) du 16 mars 2023 ;

Vu l'avis de la Commission régionale de développement du 23 mars 2023 ;

Vu l'avis de l'Union des hôteliers, restaurateurs, cafetiers et traiteurs de Bruxelles et entreprises assimilées de Bruxelles (FED. Ho.Re.Ca Bruxelles) du 2 avril 2023 ;

Vu l'avis de Brulocalis du 3 avril 2023 ;

Vu l'avis de l'Agence bruxelloise pour l'accompagnement de l'entreprise (Hub.brussels) du 6 avril 2023 ;

Vu le rapport d'évaluation sur l'égalité des chances, appelé « test d'égalité des chances », requis par l'article 2, § 1^{er}, de l'ordonnance du 4 octobre 2018 tendant à l'introduction du test d'égalité des chances et par l'article 1^{er}, § 1^{er}, de l'arrêté du 22 novembre 2018 portant exécution de cette ordonnance, dont le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a pris connaissance en date du 2 mai 2024 ;